



DECLARATION DES FORCES VIVES DE GUINÉE

C'est avec une profonde surprise que les Forces Vives de Guinée (FVG) ont pris connaissance du discours prononcé par le Président de la transition, Mamadi Doumbouya, à la tribune des Nations Unies ce 21 septembre 2023.

D'abord, nulle part dans ce discours, **il n'a été question du retour à l'ordre constitutionnel**, un sujet d'une actualité brûlante sur lequel les Guinéens et la communauté internationale souhaitaient être fixés.

Ensuite, le Président de la Transition affirme que la CEDEAO ne doit s'occuper que d'économie. **C'est une regrettable méconnaissance du Traité de notre communauté régionale ratifié par les Parlements de tous les États membres engageant ces derniers à promouvoir la démocratie, l'État de droit et à faire respecter les droits humains et les libertés fondamentales.** Faut-il rappeler au putschiste le protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001 ?

Enfin, le plus grave est que Mamadi Doumbouya affirme haut et fort dans son intervention que le modèle démocratique " a du mal à s'adapter à nos réalités, à nos coutumes, à notre environnement ". Et plus loin, s'adressant sans doute à l'Occident ou à la France, il dit : "...nous sommes tous conscients que ce modèle démocratique que vous nous avez si insidieusement et savamment imposé après le sommet de la Baule en France, presque de façon religieuse, elle ne marche pas". Il affirme enfin que "ce modèle a surtout contribué à entretenir un système d'exploitation et de pillage de nos ressources par les autres et une corruption très active de nos élites".

S'il dépeint ainsi la démocratie et lui attribue autant d'effets pervers, c'est pour la rejeter et pour nous imposer un autre système de gouvernement.

S'il n'a pas encore décliné les principes et les règles de son système, on peut néanmoins aisément l'identifier à travers quelques actes que le CNRD a posés depuis qu'il a pris par les armes le contrôle du pays.

La suspension de la liberté de manifester dans les rues et sur les places publiques, la nomination des présidents des districts et des chefs de quartiers par les gouverneurs, la répression dans le sang de toute tentative de manifestation et l'assassinat à bout portant de plus de 30 jeunes manifestants en moins d'un an sans qu'aucun d'entre eux n'ait eu droit à la justice, la corruption et l'enrichissement effréné de la classe dirigeante, au vu et au su de tout le monde, l'instrumentalisation à outrance de la justice, le refus à peine voilé d'organiser le retour à l'ordre constitutionnel, sont des attitudes et des actes qui illustrent déjà éloquemment sa volonté d'enterrer la démocratie et l'État de droit dans notre pays.

Et pourtant, le Chef de la junte avait, lors de sa prestation de serment le 1er octobre 2021, **juré « de respecter et de faire respecter la Charte de la Transition, la dignité humaine, les lois et règlements de la République, de consolider les acquis démocratiques ».**

Aujourd'hui, il est clair que Mamadi Doumbouya n'est plus dans la disposition de respecter son serment de consolider les acquis démocratiques. Après le discours de New York, nul ne doit plus se faire d'illusions à cet égard.

En décidant délibérément de ne pas aborder la question du retour à l'ordre constitutionnel et en affirmant que le modèle démocratique nous est imposé par l'Occident, que celui-ci n'est pas adapté à nos réalités et qu'il contribue à entretenir l'exploitation et le pillage de nos ressources ainsi que la corruption de nos élites, le Chef de la junte ne fait que confirmer, s'il en était besoin, son aversion pour la démocratie et l'État de droit.

En fait, ce populisme verbeux autour d'un panafricanisme mal maîtrisé du putschiste peine à masquer une réalité plus prosaïque. C'est sa volonté de conserver le pouvoir pour continuer à jouir de ses avantages.

Notre peuple n'a cessé de verser de son sang pour l'instauration de la démocratie et de l'État de droit dans notre pays. Deux valeurs auxquelles il aspire profondément et pour la réalisation desquelles il continue à consentir d'énormes sacrifices.

Pour que ces sacrifices ne soient pas vains, les Forces Vives de Guinée invitent le peuple de Guinée à se mobiliser massivement pour combattre cette dictature naissante et pour faire émerger dans notre pays une démocratie respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales.

Le peuple doit prendre en main son destin face à la provocation à sa dignité que constitue le discours du putschiste. Refusons la confiscation de nos acquis démocratiques. Mobilisons-nous pour nous défendre de la mainmise du néo-dictateur sur nos libertés et nos richesses. C'est l'appel que les Forces Vives de Guinée lanceront à tous les guinéens dans les prochains jours.

Vive le retour rapide à l'ordre constitutionnel !

Ensemble, Unis et Solidaires, nous Vaincrons !

Conakry, le 22 Septembre 2023

LES FORCES VIVES DE GUINEE